

Bonjour,

Utilisateur d'internet depuis 1993, j'ai commencé à m'intéresser à la neutralité du net il y a un an quand j'ai pris un "Accès Internet illimité" par le réseau mobile d'orange, qui n'est en fait ni Internet ni illimité. J'ai trouvé les pratiques d'orange inacceptables, je vous avais même téléphoné à ce sujet à l'époque, et j'aime à croire que j'ai ainsi contribué à lancer le débat qui nous occupe aujourd'hui.

Tout d'abord, ayant entendu de nombreux dépositaires de l'autorité publique s'exprimer sur le sujet, je suis heureux de constater la qualité de vos éléments de réflexion pour votre consultation publique. Il est agréable de voir l'autorité prendre en charge le dossier en tenant compte de l'intérêt des professionnels du secteur comme des utilisateurs finaux. J'espère que votre démarche continuera sur sa lancée et aboutira à une réglementation du secteur qui bénéficie à tous.

Je me propose de répondre à votre consultation en tant qu'utilisateur final du réseau, tel que défini dans le paragraphe I.a) de votre consultation. Je suis le cas particulier de l'utilisateur final qui se trouve un peu PSI, car j'héberge chez moi un serveur qui a vocation à me donner accès à mes données quand je ne suis pas chez moi, et à partager ces données avec des amis. Voici donc ma maigre participation, j'espère que ces éléments vous seront utiles.

N°1) l'Autorité invite les acteurs à commenter les définitions qu'elle propose

Je trouve qu'une définition légale d'un accès Internet est indispensable, et votre initiative visant à la trouver est louable.

Je trouve deux choses manquantes : pour accéder à tous les contenus d'Internet, il faut une adresse publique. En effet tous les services basés sur un modèle de pair à pair (peer to peer) nécessitent d'avoir une adresse publique. La pratique d'orange de mettre tous ses abonnés mobile derrière un NAT (service de translation de port) et de leur attribuer une adresse privée (dans les [10.0.0.0/8](#)) est inacceptable, et revient à interdire certains services, comme le Peer-to-peer ou autres services nécessitant qu'un autre utilisateur du réseau vienne se connecter à vous. Le NAT n'est acceptable que si l'utilisateur final en a le contrôle, et peut rediriger statiquement des ports. Il doit pour cela disposer de son adresse publique, et ça devrait faire partie de la définition.

De plus, entretenir la capacité de chaque utilisateur du réseau à devenir PSI est fondamental pour préserver la capacité d'innovation du réseau.

Enfin, j'aime bien la référence au protocole IP seul dans votre définition de l'accès internet. IP est en effet suffisant pour acheminer les le trafic, et un fournisseur d'accès Internet n'a pas besoin d'aller voir plus loin, sauf dans le cas d'un service géré. Dans tous les cas, une éventuelle discrimination au delà du protocole IP devrait être toujours positive, c'est à dire faire passer un certain type de service par une route privilégiée, et non pour faire passer certains services par une route moins performante ou les bloquer.

Par exemple, Orange utilise le numéro de port TCP pour voir si je reçois des mails sur mon terminal mobile, et le facture hors forfait au delà d'une certaine limite (fixée à 10Mo, ce qui est très bas). Cette pratique vise à interdire de fait l'utilisation des mails sur son réseau, favorisant de façon complètement artificielle son service de SMS, et gênant par cela la création de services mobiles innovants basés sur le mail.

N°2) l'Autorité invite les acteurs à commenter sa présentation du contexte et des enjeux relatifs à la neutralité de l'internet et des réseaux

Je l'ai trouvée complète pour les problèmes me concernant, mais je n'ai qu'une vision partielle de ces enjeux. Mais je suis heureux de voir enfin ces problèmes pris au sérieux.

N°3) l'Autorité invite les acteurs à commenter son approche générale des conditions de l'accès à l'internet

Vous expliquez clairement que des services gérés n'ont de sens que si une bonne qualité de service est déjà présente sur le réseau. Sans ce contrôle de la qualité de service normale d'un accès Internet, les services gérés deviendront la norme, et on revient à la commutation de circuit dont nous avons vu la faible capacité d'innovation. Je pensais qu'il serait plus simple d'interdire les services gérés, votre proposition est une agréable surprise.

N°4) l'Autorité invite les acteurs à commenter les six orientations proposées

Les orientations me semblent toutes aller dans le bon sens, même si quelques détails supplémentaires seraient bienvenus.

Dans l'orientation 1, je pense que la fourniture d'une adresse IP publique, c'est à dire directement accessible depuis n'importe quel terminaison d'Internet, doit être un critère pour définir un accès Internet. Ça peut paraître évident, mais ça ne l'est pas, comme montré plus haut avec l'accès mobile orange.

Dans l'orientation 2, je vous félicite pour avoir dit que la réponse normale à la congestion est d'investir dans le réseau, et que les solutions de gestion du trafic doivent rester exceptionnelles. Néanmoins, le spectre électromagnétique est une ressource rare, et il est important de rappeler aux opérateurs mobiles que si aucun investissement ne peut augmenter la bande passante, il faut alors ajuster les offres commerciales, jouer sur un volume maximum de données par mois par exemple. Offrir un "Internet illimité" pour ensuite interdire tout ce qui prend de la bande passante n'est pas une solution acceptable. C'est pourtant la pratique actuellement.

Dans l'orientation 4, merci de dire que les services gérés ne doivent pas dégrader la qualité de l'accès Internet. Les services gérés doivent cohabiter avec l'accès internet classique, mais je pense qu'à terme ils resteront marginaux. Le "best effort" n'est pas une notion à jeter tout de suite, et doit rester la norme pour l'instant.

Dans l'orientation 6 volet 2, il existe de nombreuses pratiques limitant une offre soit disant illimitée. Ça peut être un temps d'utilisation ou un volume de données, ou une réduction du débit au delà d'un certain seuil, ou d'autres formulations vagues qu'ils pourront imaginer. Il faut bien verrouiller la notion d'illimité.

N°5) L'Autorité invite les acteurs à commenter son analyse relative aux autres dimensions de la neutralité.

Il est important de préserver la liberté de l'utilisateur d'accéder à toutes les applications nécessaires à tous les usages. Cette notion est bien comprise et définie comme un objectif, c'est le principal. Je ne connais pas assez bien les moyens à appliquer pour atteindre cet objectif.

Je vous rappelle rapidement les principaux points de mon message :

- Une adresse publique est indispensable pour un accès Internet.
- Un accès Internet n'a pas à aller voir ce qu'il y a dans les paquets qu'il transporte, sauf pour faire le filtrage prévu par la loi ou pour faire des services gérés d'une qualité supérieure à l'Internet normal.

Je tenais encore à vous féliciter, il est agréable après toutes les bêtises qui ont été dites sur Internet dans le débat public, de voir enfin abordées les notions de fond, et de voir un débat

intéressant avoir lieu avec les professionnels du secteur.

Numériquement votre,

Jean-François Sévère
76, allée du mail
17000 LA ROCHELLE
06 84 54 92 24
rewpparo@gmail.com